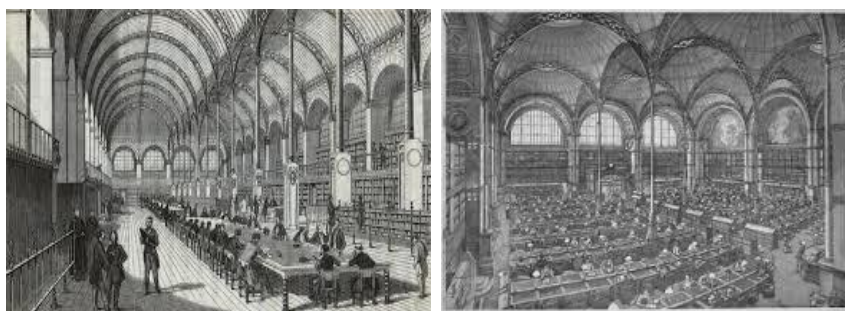


## *Billet bibliographique*



### « Dans nos bibliothèques au mois d'octobre 2018 »<sup>1</sup>

*Ce **Billet bibliographique mensuel** est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **octobre 2018**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues) suite à notre message diffusé le 26 octobre, soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet.*

***Vous recevrez au début du mois de décembre un appel pour nous indiquer vos publications parues au cours du mois de novembre.** A réception de ce prochain appel, n'hésitez donc pas à nous transmettre les références de vos publications (il est aisé pour nous de trouver les publications dans les revues mais beaucoup plus complexe de trouver celles dans des ouvrages collectifs); il est primordial que les références des publications dans notre champ scientifique soient diffusées entre nous, tant il est complexe de pouvoir tout suivre... La seule diffusion de ces références permet de faire connaître l'existence des publications en cause et d'inciter à aller en lire certaines ou à mettre de côté certaines références pour consultation ultérieure.*

*Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.*

*La SFFP*

<sup>1</sup> Le *Billet bibliographique* n° 7, diffusé le 8 octobre dernier, portait déjà ce même titre ; il s'agissait bien évidemment d'une erreur, sans doute due à la volonté de la SFFP d'être toujours à la pointe de l'information. Le titre du *Billet bibliographique* n° 7 aurait dû être « Dans nos bibliothèques au mois de septembre 2018 ».

## Ouvrages

- \* BARBÉ Vanessa, *Droit fiscal international*, Gualino, coll. Droit expert, (octobre) 2018, 156 p.  
*Le Droit fiscal international peut être défini comme le prolongement des problématiques internationales du droit fiscal, aujourd'hui incontournables du fait de la mondialisation.*  
*L'objet du Droit fiscal international est de déterminer les conditions d'imposition des opérations internationales, à savoir les opérations faites par un résident d'un Etat sur le territoire d'un autre Etat ou avec un résident d'un autre Etat. Il a également pour but de fixer les règles relatives à l'imposition des biens ou du capital détenus par un résident d'un Etat sur le territoire d'un autre Etat.* [présentation de l'éditeur]
- \* BARANGER Marie-Claire et ROQUES Olivier, *La certification des comptes publics*, LGDJ, coll. Systèmes, (octobre) 2018, 180 p.  
*Initiée depuis près de vingt ans avec la publication de la loi organique relative aux lois de finances, la certification des comptes publics s'est progressivement étendue aux organismes de sécurité sociale, aux établissements publics, au secteur hospitalier et depuis peu, sous forme de volontariat, aux collectivités territoriales.*  
*Avec un corpus de règles communes permettant une comparabilité entre elles et des états financiers évoluant dans le sens d'une réponse aux besoins des utilisateurs, les travaux de certification contribuent fortement à l'évolution du rôle des acteurs. L'ensemble de ces aspects sont développés au sein de l'ouvrage.*  
*Il s'adresse à un public en recherche d'approfondissement de notions et de problématiques comptables en lien avec la certification des comptes publics.*  
*Il n'a pas vocation à répondre aux interrogations portées par ces évolutions, mais il recense de manière synthétique l'état de la situation actuelle dans le domaine de la normalisation publique, les sujets auxquels se heurtent le normalisateur et les changements organisationnels nécessaires afin d'assurer une information financière de qualité.* [présentation de l'éditeur]
- \* BAUDU Aurélien, *Droit des procédures fiscales*, Gualino, coll. Droit expert, (octobre) 2018, 204 p.  
*L'objectif de cet ouvrage est d'envisager comment le contribuable tente de résister à l'impôt (3,5 millions de réclamations chaque année...) avec des moyens toujours plus sophistiqués, et comment l'Administration fiscale parvient à le récolter avec des moyens toujours plus renforcés !*  
*Le droit des procédures fiscales est examiné ici de façon claire et structuré autour de quatre axes :*  
- *l'Administration fiscale et la répartition des compétences entre la DGFIP et la DGDDI ;*  
- *le processus d'imposition et l'étude des règles relatives aux processus d'assiette, de liquidation et de recouvrement de l'impôt ;*  
- *le processus de contrôle de l'impôt (investigation, vérification, rectification et sanctions) ;*  
- *le contentieux fiscal avec l'étude des règles relatives au traitement des litiges entre l'Administration fiscale et les contribuables.*  
*L'ouvrage propose de nombreuses illustrations jurisprudentielles et pratiques (tableaux, schémas, données chiffrées, etc.), des exemples concrets.* [présentation de l'éditeur]
- \* CEULEMANS Michel, *Immobilier & TVA*, Edi.pro, coll. Immobilier, 3<sup>ème</sup> éd., (octobre) 2018, 314 p.
- \* CONAN Matthieu et MUZELLEC Raymond, *Finances locales*, Dalloz, coll. Mémentos, 7<sup>ème</sup> éd., (octobre) 2018, 258 p.  
*Ce Mémento rend compte de toutes les dimensions de la problématique financière propre aux collectivités territoriales françaises (communes, départements, régions, processus d'intercommunalité..) et de toutes les difficultés que celles-ci peuvent rencontrer en dépit d'une autonomie financière dorénavant inscrite dans la Constitution.*  
*L'ouvrage évoque par ailleurs toutes les positions des acteurs locaux, qu'ils soient élus, fonctionnaires territoriaux, préfets, magistrats financiers, usagers, contribuables, banquiers... tant sous l'angle du Droit que sur le plan de la Gestion, parfaitement complémentaires l'un de l'autre dès lors qu'il est question de finances publiques.*  
*Ce Mémento s'adresse aux étudiants, aux candidats aux concours de la fonction publique territoriale et à tout acteur de la vie locale.* [présentation de l'éditeur]
- \* DAMAREY Stéphanie, *Droit public financier*, Dalloz, coll. Précis, (octobre) 2018, 1212 p.  
*Ce nouvel ouvrage est consacré à l'étude des règles applicables dans l'emploi des fonds publics. Le droit public financier y est appréhendé au travers d'éléments de finances publiques, de droit budgétaire et de comptabilité publique. Des piliers essentiels à la bonne compréhension de la matière qui permettent de juxtaposer les périmètres contextuels de ces finances (institutions, éléments chiffrés, discipline budgétaire européenne) associés aux règles et autres principes auxquels les finances publiques sont soumises.*  
*Il convenait d'y ajouter la dimension contentieuse (intervention des juges financiers que sont la Cour des comptes, les chambres régionales et territoriales des comptes, la Cour de discipline budgétaire et financière) afin que les*

perspectives initiées avec l'étude des règles du droit budgétaire et de la comptabilité publique trouvent leur aboutissement au travers des contrôles juridictionnels et non juridictionnels conçus pour vérifier l'emploi des fonds publics.

Ce précis de Droit public financier offre ainsi aux lecteurs les clefs d'entrée lui permettant de comprendre les finances publiques, selon des approches contextuelle et juridique et permet de distinguer les notions en fonction desquelles les finances de l'Etat, de la sécurité sociale, des collectivités territoriales et de l'Union européenne sont modélisées, élaborées, exécutées et contrôlées. L'ouvrage contient également des développements de droit comparé.

Ponctuels, disséminés au travers des différents thèmes d'études abordés par cet ouvrage, ces éléments de droit comparé font appel à différents systèmes budgétaires, y compris parmi ceux les moins référencés. [présentation de l'éditeur]

\* DEGRON Robin, *The New European Budgetary Order*, Bruylant, (octobre) 2018, 190 p.

*The Sovereign debt crisis pushed the EU to take a new step to the common financial rules. After some years of 'soft budgetary carefreeness', the European Budgetary Treaty boosted the movement of budgetary convergence in the EU. The 'Six Pack' and the 'Two Pack' consolidated the effectiveness of a new European budgetary order founded by the Maastricht Treaty and the Stability and Growth Pact. Even if mechanisms adopted by the Member States are formally different in law, conditions of European budgetary orthodoxy have been definitively hardened. This new rigor has a great impact on all the public administrations, as defined by the European Accounts System and Eurostat. The EU is a key-player of the budgetary game. This great power makes the EU accountable to the general economic situation within Europe and amongst all Member States. Budgetary regulation must be conciliated with preservation of some investment means to develop potential growth on the continent. 'Giant in law', the EU has to be responsible from an economic point of view.*

*The problem is that, from a budgetary standpoint, the EU remains a 'dwarf'. The European general budget is about 1% of the EU gross national income. The budgetary power of the EU is less than one twentieth of the USA federal financial power. Balance between 'budgetary dwarf' and 'giant in law' is characteristic of 'adolescence' of the EU finances. Natural consequence of this situation, the EU capacities for redistributing and stabilization are still relatively limited. To overtake this powerlessness, the EU has used no budgetary tools by appealing to the European Investment Bank and the European Investment Fund. However, the ability of the EU to support public investment is not sufficient today to promote an authentic economic relaunching policy and to support the global competition, especially with the USA and China. With a 'powerful brake' and a 'poor accelerator', the risk is the European public investments continue to stand by. This is the investment paradox of the European budgetary order.*

*Will the next negotiation on the multiyear financial framework post 2020 be able to change the point ? It is not sure, especially in the Brexit context. Negotiating an European financial agenda is always long and difficult. But, the exit of the United Kingdom could make the game more disputed than ever. A thing is clear: beyond the technical and financial sizes of the new roadmap proposals established by the Commission, the democratic control of the European Parliament is still limited. The EU budgetary framework and timetable are too inert, not enough reactive, far from European citizens actually. In the historical moments we live, it is certainly a strategic mistake to not involve much more citizens and their representatives in the crucial negotiation on the long-term finances of the EU. This is the technocratic risk of the new European budgetary order.* [présentation de l'éditeur]

\* DESCHEEMAEKER Christian (dir.)/Comité d'histoire de la Cour des comptes, *Le Premier président Le Conte : un heureux mariage de raison avec la Cour des comptes (1902-1948)*, La Doc. française, (septembre) 2018, 360 p.

*La Cour des comptes, pendant les 45 années retracées dans ce livre à partir de documents d'archives, a traversé le chaos financier d'après 1918 puis connu la laborieuse application des réformes budgétaires et comptables des années 1930. Des épisodes sont peu connus : le jugement des comptes du Crédit municipal de Bayonne lors de l'affaire Stavisky ; le « repliement » sur la Loire en 1939-1940 pendant la drôle de guerre, qui vaut de façon surprenante à Edouard Le Conte de « faire fonction de Premier président à Saumur ».*

*Avec la Cour des comptes, Edouard Le Conte, selon ses propres termes, avait contracté un mariage de raison, le mariage d'amour relevant de sa vie de famille. Ce choix professionnel apparaît comme une réussite à travers les chapitres de ce livre qui fournit de nombreuses informations sur l'évolution du contrôle des finances publiques en France dans la première moitié du XXème siècle.* [présentation de l'éditeur]

\* GUENGANT Alain et LE MEUR Yann, *Décrypter les finances publiques locales. Concours financiers, fiscalité, analyse financière, péréquation*, Le Moniteur, coll. Pratique du droit, 3<sup>ème</sup> éd., (octobre) 2018, 310 p.

*Recul de l'autonomie fiscale, diminution des moyens financiers octroyés par l'État au monde territorial, redéploiement des recettes fiscales entre collectivités, etc., les repères que s'étaient progressivement bâtis les élus locaux doivent se reconstruire.*

*Dans ce contexte difficile et complexe, Décrypter les finances publiques locales fournit une analyse permettant aux acteurs des collectivités :*

- de se doter d'une méthode d'analyse financière ;
- d'améliorer l'anticipation des risques et la capacité de décision ;

- de maîtriser les rouages du système financier territorial ;  
- de comprendre les mécanismes expliquant l'évolution et la répartition des concours financiers de l'État ;  
- et enfin, d'appréhender le fonctionnement systémique de la coopération intercommunale régissant les relations financières entre un groupement et ses communes.

Construit en cinq parties, l'ouvrage traite des concours financiers de l'État aux collectivités, des règles relatives à la fiscalité, du fonctionnement systémique intercommunal, de l'analyse financière et des mécanismes de péréquation.

Enrichi de schémas et de tableaux d'analyse synthétique, il est un outil incontournable pour les professionnels de la finance locale et une aide à la compréhension des arcanes des finances locales.

Cette troisième édition est une version actualisée et enrichie de *Comprendre les finances publiques locales*, ouvrage de référence pour les étudiants et pour l'enseignement. Elle intègre notamment les nouveautés relatives à la loi de finances 2018, dont un chapitre analysant et illustrant les mécanismes du nouveau dégrèvement de taxe d'habitation.

Cet ouvrage s'adresse aux directeurs administratifs et financiers des collectivités et des services déconcentrés de l'État, ainsi qu'à leurs partenaires financiers directs ou indirects. [présentation de l'éditeur]

\* INSEE, *L'économie française*, INSEE, coll. Références, (octobre) 2018, 176 p.

Comme chaque année, *L'Économie française - Comptes et dossiers* présente une synthèse des mouvements essentiels ayant affecté les économies française et mondiale au cours de l'année écoulée. L'ouvrage s'appuie pour cela sur les comptes de la Nation en base 2014 publiés fin mai 2018 par l'Insee.

Trois dossiers complètent cette vue d'ensemble. Le premier s'interroge sur la sous-estimation possible de la croissance (en raison d'une éventuelle mauvaise prise en compte de l'impact de phénomènes tels que la mondialisation, la dématérialisation des transactions, l'émergence de nouveaux services gratuits, etc.) et montre que le mismeasurement ne semble pas à même d'expliquer le ralentissement de la croissance depuis une vingtaine d'années. Le deuxième analyse l'évolution des revenus des différentes catégories d'agents au cours des dix dernières années et les conséquences de la crise de 2008-2009 sur leurs décisions de consommation et d'investissement, ainsi que sur leur endettement. Le troisième cherche à caractériser et à comparer l'incertitude économique dans cinq pays européens à partir de plusieurs indicateurs proposés par la littérature économique.

Enfin, 21 fiches résument et commentent l'essentiel des données relatives aux comptes des ménages, des entreprises et des administrations publiques. [présentation de l'éditeur]

\* JUDEAU Yann, *Fiscalité de la cession d'entreprise*, LexisNexis, coll. Précis fiscal, 2<sup>ème</sup> éd., (octobre) 2018, 362 p.

Sur le plan fiscal, la cession a de nombreuses incidences pour les parties. Le cédant est redevable d'un impôt sur la plus-value, qu'il cède une entreprise individuelle ou des droits sociaux. Le cessionnaire s'acquittera de droits de mutation.

Les conseils sont tenus par une obligation de résultat, celle de proposer au client la solution qui est fiscalement la plus intéressante.

L'ouvrage propose d'étudier la fiscalité applicable à chacune des parties, que la cession porte sur une entreprise individuelle ou une société. Pour chaque impôt, seront décrits les dispositifs de taxation, d'exonération et les techniques pouvant être mises en place en amont de la cession pour limiter la note fiscale.

L'ouvrage s'adresse aux notaires, avocats, experts-comptables, étudiants de Master mais également aux candidats à la cession ou à la reprise qui y trouveront les principales techniques d'optimisation, sous leurs aspects juridiques et fiscaux. [présentation de l'éditeur]

\* KRUGER Hervé, *La gestion fiscale des holdings*, Groupe Revue Fiduciaire, coll. Pratiques d'experts, 4<sup>ème</sup> éd., (octobre) 2018, 484 p.

Qu'il s'agisse des petites holdings familiales à vocation patrimoniale, des holdings de rachat ou encore d'importantes holdings à vocation internationale, ces sociétés sont omniprésentes dans notre vie économique.

L'ouvrage propose une approche complète des questions fiscales qui se posent aux praticiens en ce qui concerne ces sociétés, aussi bien du point de vue des impôts directs (gestion des titres, financement...) que des autres impôts (TVA, taxe sur les salaires). L'ouvrage expose les règles applicables aux personnes physiques associées en matière d'impôt sur la fortune, de donation et succession et d'imposition des plus-values en cas de cession des titres. Les développements s'accompagnent de nombreux exemples pratiques. [présentation de l'éditeur]

\* MENGUE ME ENGOUANG Fidèle, *Les finances publiques du Gabon. Droit budgétaire et droit de la comptabilité publique*, L'Harmattan, (octobre) 2018, 386 p.

Considéré comme un pays riche, grâce à ses ressources naturelles, le Gabon demeure pourtant un Etat pauvre. L'une des raisons de ce paradoxe est la mauvaise gestion des moyens financiers dont dispose l'Etat. L'assainissement de la gestion des finances publiques constitue donc un des défis majeurs que doivent relever le gouvernement et l'administration. Ce qui exige une parfaite maîtrise des normes juridiques applicables en la matière, en plus d'une grande probité morale. Cet ouvrage veut contribuer au renforcement des capacités des personnes. Il traite des règles et des procédures d'élaboration, d'adoption, d'exécution et de contrôle du budget de l'Etat. [présentation de l'éditeur]

\* MORDACQ Frank, *Les finances publiques*, PUF, coll. QSJ ?, 5<sup>ème</sup> éd., (octobre) 2018, 128 p.

*Les finances publiques sont régulièrement au coeur de l'actualité politique et économique, et ce n'est pas nouveau: l'État n'a cessé de rechercher les moyens de financer son action en levant l'impôt et en organisant ses dépenses. Mais, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, les finances publiques françaises sont en pleine mutation et doivent relever de grands défis. Défi de l'autonomie budgétaire à l'heure européenne. Défi de la « soutenabilité » quand la dette cumulée de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités territoriales approche les 2300 milliards d'euros en 2018. Défi de la transparence aussi, dans la gestion publique et à l'égard des citoyens, auquel le vote en 2001 de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) offre une première réponse.*

*Cet ouvrage dresse un état des lieux aussi clair que précis des finances publiques aujourd'hui. [présentation de l'éditeur]*

\*\*\*

## Articles

► A signaler ◀

Publication par la revue *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, pp. 5-118, des actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) ». Les différentes contributions sont à retrouver ci-dessous.



\* ADVIELLE Frédéric et VAN HERZELE Pierre, « Le contrôle de la performance des établissements publics de santé par les chambres régionales des comptes », *AJDA*, 2018, p. 2013



BARQUE François et DE ROJAS Isabel, « Réflexions sur les apparences de l'autonomie financière du Parlement espagnol », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 60



BELLESCIZE Ramu (de), « Réflexions sur le financement public du bicamérisme du Royaume-Uni », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 54

\* BÉNARD Yann, « Réduction d'impôt pour investissement productif outre-mer : l'exclusion des investissements réalisés via une société de participation respecte le principe d'égalité » (concl. sur CE, 7 février 2018), *Dr. fiscal*, 2018, comm. 423

\* BÉNARD Yann, « Holding animatrice de groupe : première prise de position du Conseil d'Etat », *Bulletin de Fiscalité Immobilière et Enregistrement*, 2018, n° 10, p. 215

\* BERNARDEAU Ludovic et THOMAS Etienne, « Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (juill./sept. 2018) », *Dr. fiscal*, 2018, comm. 421



BLAIRON Katia et MICCU Roberto, « L'autonomie budgétaire et comptable du Parlement italien », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 64

\* BOKDAM-TOGNETTI Émilie, « Retenue à la source des dividendes versés depuis la France (CGI, art. 119 bis, 2) : assujettissement d'une caisse de retraite étrangère » (concl. sur CE, 24 janvier 2018), *Dr. fiscal*, 2018, comm. 428

\* BOKDAM-TOGNETTI Émilie, « ZRR : conformité au principe d'égalité des modalités de classement des communes applicables depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2017 (concl. sur CE, 25 octobre 2017) », *Dr. fiscal*, 2018, comm. 419

\* BOUSARDO Vanessa, DAOUD Emmanuel, DETRAZ Stéphane, MAES Michel et SAND Clarisse, Dossier « La fraude fiscale », *Droit pénal*, 2018, n° 10, p. 17

\* BRETONNEAU Aurélie, « Quotient familial : renvoi d'une QPC sur l'absence de prise en compte d'une pension alimentaire pour établir le parent ayant la charge principale de l'enfant en garde alternée » (concl. sur CE, 1<sup>er</sup> octobre 2018), *Dr. fiscal*, 2018, comm. 422

\* BRETONNEAU Aurélie, « Renvoi d'une QPC sur l'exonération de taxe d'habitation bénéficiant aux établissements publics d'assistance inapplicable aux établissements privés non lucratifs » (concl. sur CE, 1<sup>er</sup> octobre 2018), *Dr. fiscal*, 2018, comm. 427



CARON Matthieu et CLERGEAU Marie-Françoise, « Regards croisés sur le financement des collaborateurs parlementaires au sein de l'Union européenne », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 106

\* CAVALIER Georges et GUEDON Pablo, « Initial Coin Offerings and VAT Scope: Building Upon the Cryptocurrencies Debate », *Revue internationale des services financiers* (Bruylant), 2018, n° 3

*L'objectif de cette contribution (en langue anglaise) est de proposer des pistes de solutions pour régler la question du champ d'application à la TVA des initial coin offerings (ICO). La CJUE ayant décidé que les cryptomonnaies devaient être traitées, en matière de TVA, comme des devises nationales, l'échange de jetons (prestation de services) contre des cryptomonnaies devrait être dans le champ d'application de la TVA. La recherche conduit à proposer des qualifications plus précises selon le type de jeton en cause : les « jetons d'investissement » pourraient être qualifiés de titres (exonérés de TVA) alors que les « jetons d'usage » pourraient être qualifiés de bons (soumis à TVA).*

\* CHOUVEL Rudy, « Limiter le coût de ses déchets », *Techniques hospitalières*, n° 772, septembre-octobre 2018, p. 46

*Analyse et présentation de bonnes pratiques visant à réduire au maximum le coût des déchets pesant sur les finances des hôpitaux.*

\* COLLARD Christophe, « Nul n'est censé ignorer la *compliance* : les collectivités territoriales et la conformité », *AJCT*, 2018, p. 482 (Dossier *Compliance* et collectivités)

\* COMBLES DE NAYVES Pierre (de), « Le parlementaire susceptible de détourner des fonds publics », *AJ Pénal*, 2018, n° 10, p. 465





CONDURACHE Gabriela et VEDINAS Virginia, « Regards croisés sur l'autonomie financière du Parlement roumain », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 78



CONNIL Damien et THIERS Eric, « Regards croisés sur le financement du statut matériel des groupes parlementaires au sein de l'Union européenne », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 94

\* DARAGON Simon, « La mort d'un co-indivisaire au cours d'une vérification de comptabilité exonère-t-elle rétrospectivement l'Administration de ses obligations procédurales ? », *Dr. fiscal*, 2018, comm. 434

\* DAUMAS Vincent, « Selon quelles modalités une commune peut-elle revenir sur l'accord initialement donné au financement des classes maternelles d'une école privée ? » (concl. sur CE, 2 mai 2018, *Commune de Plestin-les-Grèves* et *OGEC de l'école Notre Dame de Plestin-les-Grèves*, *BJCL*, 2018, n° 9, p. 649, avec les obs. de François SÉNERS, p. 659)

*Sur cette même affaire, voir aussi ci-dessous LEGRAND André*

\* DEBAT Olivier, « Le prélèvement à la source et les droits d'auteurs », *La revue fiscale du patrimoine*, 2018 n° 10, p. 1 (Repère)



DELPEREE Francis et JANSSENS Frédéric, « Regards croisés sur le financement public des parlements en Belgique », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 39



DESCLODURES Harold, DUSSART Vincent et DOMINGO Laurent, « Regards croisés sur le financement public du bicamérisme de la France », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 70

\* DOUET Frédéric, « Le doctorat en droit est-il de la recherche au sens du crédit impôt recherche ? », *Rec. Dalloz*, 2018, p. 1873

\* DOUET Frédéric, « Capacités du débiteur d'aliments et montant déductible de ses revenus », *Droit de la famille*, 2018, n° 10, p. 38

\* DUTHEILLET DE LAMOTHE Louis, « Gestion de fait et logement de fonction » (concl. sur CE, 9 juillet 2018), *AJDA*, 2018, p. 1856

\* DYENS Samuel, « La cartographie des risques, outil central de la *compliance* publique », *AJCT*, 2018, p. 491 (Dossier *Compliance* et collectivités)

\* ESPASA-MATTEI Sarah, RENAUDIN Jean-Philippe et DRAGUTINI Nicolas, « Pas de « clauses de sauvegarde » en cas de dispositif luttant contre l'optimisation fiscale » (note sous CE, 30 mai 2018, avec les concl. Émilie BOKDAM-TOGNETTI), *Dr. fiscal*, 2018, comm. 426

\* FOUQUET Olivier, « Valeur ajoutée (taxe professionnelle et CVAE) : les dépenses de mécénat ne sont pas des libéralités » (note sous CE, 9 mai 2018, avec les concl. Yohann BÉNARD), *Dr. fiscal*, 2018, comm. 433

\* FRULEUX François, « Animation d'un groupe de sociétés : définition, régime et preuve », *JCP, éd. N*, 26 octobre 2018 (n° 43-44), n° 1329

\* FUMENIER Patrick, « Coûts de démantèlement : impacts fiscaux du changement de méthode comptable sur des installations reçues en apport (note sous CE, 6 juin 2018 ; avec les concl. de Romain VICTOR), *Dr. fiscal*, 2018, comm. 417



GERAPETRITIS Giorgos, KOUNDOUROS Andreas, MANOU Terpsychori et MILIONIS Nikolaos, « Regards croisés sur le financement public du monocréditisme de la Grèce », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 26



GERMAIN Jérôme et DOSIERE René, « Regards croisés sur le financement du statut matériel des anciens parlementaires au sein de l'Union européenne », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 101

\* GINTER Eric et Chartier Eric, « Quand une société d'achat-vente de navire de plaisance se place sous le pavillon d'une juridiction étrangère pour échapper à l'impôt en France », *Droit maritime français*, n° 806, 2018, p. 832

\* GONZALEZ-GHARBI Neyla, « De nouveaux rescrits pour l'application de la fiscalité de l'urbanisme (Loi « ESSOC » n° 2018-727, 10 août 2018) », *Construction Urbanisme*, 2018, n° 10, p. 31



GRÖPL Christoph, « Réflexions sur le financement du Parlement fédéral allemand », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 45

\* GUIONNET MOALIC Claire et DUBOIS Marie (Libres propos), « La fiscalité applicable aux cessions de bitcoins se réduit ! », *JCP, éd. G*, 22 octobre 2018 (n° 43), n° 1104

\* HAUPTMANN Nicolas et PÉHAU Nicolas, « Chronique de jurisprudence de la Cour des comptes et de la Cour de discipline budgétaire et financière », *AJDA*, 2018, p. 1950 (avec obs. sous C. comptes 14 décembre 2017, *Hôpital local de Marines* et 25 janvier 2018, *Commune de Denain*, p. 1950 ; et sous CDBF, 6 avril 2018, *Agence nationale pour la rénovation urbaine*, p. 1957)

\* HUMBERT Sylvain, « Plafonnement des charges financières : absence de prise en compte des intérêts versés et reçus dans le cadre de swaps de taux (TA Montreuil, 18 janvier 2018) », *Dr. fiscal*, 2018, comm. 432

\* HUMBERT Sylvain, « Plus-values à long terme : le décompte du délai de deux ans ne peut intervenir avant la création des titres, même en cas d'accord antérieur », *Dr. fiscal*, 2018, comm. 425

\* JARRY Sandrine, « Le rôle de l'AFA dans l'appropriation de la conformité anticorruption par les collectivités territoriales », *AJCT*, 2018, n° 10, p. 485 (Dossier *Compliance* et collectivités)





JEAN-ANTOINE Benoît et EGEMOSE GRIB Peter, « Regards croisé sur le financement public du monocamérisme du Danemark », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 21



LAMARQUE Danièle, LASCOMBE Michel et BAUDU Aurélien, « Rapport introductif », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 14

\* LEDAN-CABARROQUE Soazig, « La lutte contre la fraude fiscale et ses conséquences par le dispositif anti-blanchiment », *La revue fiscale du patrimoine*, 2018 n° 10, p. 22

\* LEGRAND André, « La communication des décisions communales mettant fin au financement des classes maternelles privées » (notes sous CE, 2 mai 2018, *Commune de Plestin-les-Grèves*), *AJDA*, 2018, p. 1974

\* LEMOINE François, « L'attribution d'une subvention par une commune à une association LGBT peut-elle être regardée comme exempte de tout motif politique ? » (concl. sur CAA Nantes, 5 octobre 2018, *Commune de Nantes, Association Nosig*, *BJCL*, 2018, n° 9, p. 625, avec les obs. de Bernard POUJADE, p. 637)



LEHNE Klaus-Heiner, « Allocution d'ouverture », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p.7

\* LE MENTEC Franck, « Cession d'usufruit d'immeubles : une porte s'entrouvre » (note sous Cass. com., 26 sept. 2018), *Dr. fiscal*, 2018, comm. 418

\* LEVOYER Loïc, « De quelques aspects budgétaires des communautés d'universités et d'établissements », in Emmanuel AUBIN et Emmanuel-Pie GUISELIN (dir.), *Les regroupements dans l'enseignement supérieur et la recherche*, Faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers/LGDJ, coll. Actes & Colloques, vol. 100, (octobre) 2018, p. 161

\* LOCATELLI Franck, « Accor et désaccords - affaire dite du précompte mobilier : « [...] Et pour la première fois dans le cadre d'un recours en manquement [...] » (note sous CJUE, 4 octobre 2018), *Dr. fiscal*, 2018, comm. 420

\* MARTIN Julien, « Les dotations d'intercommunalité à l'épreuve du principe constitutionnel d'égalité » (note sous Cons. const., 8 juin 2018, n° 2018-711 QPC, *Communauté d'agglomération du Grand Sénonais*), *Dr. adm.*, 2018, n° 10, comm. 46

*Le Conseil constitutionnel a rejeté la question prioritaire de constitutionnalité qui lui avait été adressée, en estimant que la différence de traitement existant entre les nouvelles communautés d'agglomération et celles déjà présentes dans cette catégorie, mise en œuvre dans la garantie du maintien de la dotation à 95 % de son niveau de l'année précédente pour les secondes, n'était pas contraire au principe d'égalité dans la mesure où elles ne sont pas dans la même situation.*

\* PERROTIN Frédérique, « Holding animatrice : reconnaissance de la co-animation ? », *LPA* du 2 octobre 2018 (n° 197), p. 3

\* PIERRE Jean-Luc, « Une évolution annoncée de la fiscalité des entreprises : le « régime fiscal des brevets » », *Droit des sociétés*, 2018, n° 10, p. 1 (Repère)

\* PIZZOLATO Filippo, « Le revenu d'inclusion en Italie : entre contraintes financières et perspective universaliste », *RDSS*, 2018, n° 5, p. 837



POTTEAU Aymeric et LAMARQUE Danièle, « Regards croisés sur le cas particulier du financement du Parlement européen », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p.33



REIGNIER Dorothee et KLETHI Didier, « Regards croisés sur le financement des fonctionnaires parlementaires au sein de l'Union européenne », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 112

\* RICHARD Jacky, « Outils de compliance (chartes, bonnes pratiques, lignes directrices...) : quelle valeur juridique ? », *AJCT*, 2018, p. 498 (Dossier *Compliance* et collectivités)

\* ROBERT Jacques-Henri, « Égalité devant la loi du bon et du mauvais contribuable » (note sous Cass. crim., 27 juin 2018), *Droit pénal*, 2018, n° 10, p. 46

\* ROCHE Denis, « La notion d'immixtion d'une holding dans la gestion de sa filiale étendue à toute activité économique soumise à la TVA », *La revue fiscale du patrimoine*, 2018 n° 10, p. 27



ROSA Audrey et DELLI Karima, « Regards croisés sur le financement du statut matériel des représentants du Parlement européen », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe: une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 89

\* ROUX Christophe, « Le montant des redevances domaniales au crible du principe d'égalité et des avantages procurés par l'occupation » (note sous TA Poitiers, 29 mai 2018), *JCP, éd. A*, 29 octobre 2018 (n° 43-44), n° 2297

\* SAARILAHTI Iikka et HERCE Luis Pascual, « Les innovations des procédures budgétaires de l'Union européenne. Quinzième partie : le budget de l'Union pour 2018. II. L'accord sur le budget pour 2018 », *RUE* 2018, n° 622, p. 598

*Pour le I, voir les références dans le Billet bibliographique n° 7*

\* SNEL Menno, « Pays-Bas : projet de loi de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales », *Dr. fiscal*, 2018, comm. 429



TOULEMONDE Gilles et BERGOUGNOUS Georges, « Regards croisés sur le financement du statut matériel des parlementaires au sein de l'Union européenne », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe : une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 83

\* VABRES Régis, « Contestation des créances fiscales », *Revue des procédures collectives civiles et commerciales*, septembre-octobre 2018, n° 5, p. 29



VANDENDRIESSCHE Xavier, LENGAIGNE Benoît, HASCHER Dominique et CABANNES Xavier, « Présentation du Symposium », actes du deuxième Symposium international de finances publiques, portant sur « Le financement public des parlements en Europe : une autonomie financière en débat(s) », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 5, p. 8

\* VERSAILLES Frédéric, « Loi pour un Etat au service d'une société de confiance : les dispositions fiscales majeures », *La revue fiscale du patrimoine*, 2018 n° 10, p. 12

\* VICTOR Romain, « Renvoi d'une QPC sur l'exonération des rentes pour incapacité permanente totale (CGI, art. 81, 9°) » (concl. sur CE, 19 septembre 2018), *Dr. fiscal*, 2018, comm. 412

\* VIDELIN Jean-Christophe, « La loi de programmation militaire 2019-2025 : une loi financière et... juridique », *AJDA*, 2018, p. 1894

\* WOLF Marc, « Prélèvement à la source : les cinq questions d'AlterEco » <https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2018/10/18/prelevement-a-la-source-les-cinq-questions-d-altereco>: (mis en ligne le 18 octobre 2018)

*Répondant à deux textes de Ch. Chavagneux, rédacteur en chef d'Alternatives économiques, cette 15ème chronique du blog de politique fiscale de l'auteur revient sur les enjeux de simplification de la réforme, notamment sur les motifs de gain d'emplois qui ont inspiré les choix de l'administration. En conclusion, elle souligne les perspectives qui s'ouvrent d'une intégration des deux versants du système français de redistribution, celui des prélèvements sur le revenu des ménages et celui des prestations en espèces.*

\*\*\*

► **Rapports et référés récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en octobre) :

\* *L'éducation prioritaire* (mis en ligne le 17 octobre 2018) :  
<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/leducation-prioritaire>

\* *La chaîne de paiement des aides agricoles* (mis en ligne le 10 octobre 2018) :  
<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/la-chaîne-de-paiement-des-aides-agricoles>

\* *La sécurité sociale. Rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale* (mis en ligne le 4 octobre 2018) :  
<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/securite-sociale-2018>

\* *L'agence pour l'informatique financière de l'État (AIFE)* (référé, mis en ligne le 11 octobre 2018) :  
<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/lagence-pour-linformatique-financiere-de-letat-aife>

\* *La taxe sur les salaires* (référé, mis en ligne le 3 octobre 2018) :  
<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/la-taxe-sur-les-salaires>

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mises en ligne en octobre) :

\* *Journal*, 2018, n° 10 (mis en ligne le 31 octobre 2018) :  
[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/JOURNAL18\\_10/JOURNAL18\\_10.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/JOURNAL18_10/JOURNAL18_10.pdf)

\* *Rapport spécial n° 24/2018: Démonstration du captage et du stockage du carbone ainsi que des énergies renouvelables innovantes à l'échelle commerciale dans l'UE: les progrès enregistrés au cours de la dernière décennie n'ont pas répondu aux attentes* (mis en ligne le 23 octobre 2018) :  
<https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did=47082>

\* *Rapport spécial n° 26/2018 : Retards dans la mise en place des systèmes informatiques douaniers: quelles en sont les raisons ?* (mis en ligne le 10 octobre 2018, seulement en version anglaise) :  
[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18\\_26/SR\\_CUSTOMS\\_IT\\_EN.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18_26/SR_CUSTOMS_IT_EN.pdf)

\* *Rapport annuel sur les agences de l'UE relatif à l'exercice 2017* (mis en ligne le 9 octobre 2018) : [https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/AGENCIES\\_2017/AGENCIES\\_2017\\_FR.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/AGENCIES_2017/AGENCIES_2017_FR.pdf)

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne en octobre) :

*Assemblée nationale : Compte-tenu du nombre important de rapports parlementaires en cette période de discussion budgétaire, nous ne mettons qu'une sélection de rapports sur le **PLF**, le **PLFSS** et le **projet de loi relatif à la lutte contre la fraude**.*

*Certains liens peuvent ne pas fonctionner le document n'ayant pas encore été édité en ligne, mais ils fonctionneront dès cette édition.*

\* *Sécurité sociale : loi de financement 2019 - N° 1336*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des affaires sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (n°1297). (M. Olivier Véran)

\* *Sécurité sociale : loi de financement 2019 - N° 1336 Texte comparatif*

[Dossier législatif](#)

[Document PDF](#)

Rapport de la commission des affaires sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (n°1297). (M. Olivier Véran) - Texte comparatif

\* *Sécurité sociale : loi de financement 2019 - N° 1336 Tome I*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des affaires sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (n°1297). (M. Olivier Véran) - Avant-propos et synthèse

\* *Sécurité sociale : loi de financement 2019 - N° 1336 Tome I*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des affaires sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (n°1297). (M. Olivier Véran) - Avant-propos et synthèse

\* *Sécurité sociale : loi de financement 2019 - N° 1336 Tome II*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des affaires sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (n°1297). (M. Olivier Véran) - Commentaires d'articles et annexes

\* *Sécurité sociale : loi de financement 2019 - N° 1336 Tome III*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des affaires sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (n°1297). (M. Olivier Véran) - Comptes rendus

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud)

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 1*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Action extérieure de l'État

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 10*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Conseil et contrôle de l'État

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 11*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Culture : Création ; transmission des savoirs et démocratisation de la culture

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 12*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Culture : Patrimoines

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 13*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Défense : Préparation de l'avenir

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 14*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Défense : Budget opérationnel de la défense

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 15*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Direction de l'action du Gouvernement : Publications officielles et information administrative ; Investissements d'avenir

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 16*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Écologie, développement et mobilité durables : Paysage, eau et biodiversité ; Prévention des risques ; Expertise, information géographique et météorologie ; Conduite et pilotage des politiques

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 17*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Écologie, développement et mobilité durables : Affaires maritimes

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 18*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Écologie, développement et mobilité durables : Énergie, climat et après-mines ; Service public de l'énergie ; Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale ; Transition énergétique

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 19*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Écologie, développement et mobilité durables : Infrastructures et services de transports ; Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ; Contrôle et exploitation aériens

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 2*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Action extérieure de l'État : Tourisme

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 20*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Économie : Développement des entreprises et régulations ; Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 21*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Économie : Commerce extérieur

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 22*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Économie : Statistiques et études économiques ; Stratégie économique et fiscale ; Accords monétaires internationaux

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 23*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Engagements financiers de l'État

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 24*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Enseignement scolaire

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 25*

[Dossier législatif](#)



[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Gestion des finances publiques et des ressources humaines : Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ; Facilitation et sécurisation des échanges ; Conduite et pilotage des politiques économiques et financières ; Action et transformation publiques

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 26*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Gestion des finances publiques et des ressources humaines : Fonction publique ; Crédits non répartis

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 27*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Gestion des finances publiques et des ressources humaines : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 28*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Immigration, asile et intégration

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 29*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) – Justice

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 3*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Administration générale et territoriale de l'État

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 30*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Médias, livre et industries culturelles : Avances à l'audiovisuel public

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 31*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Outre-mer

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 32*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Pouvoirs publics

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 33*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Recherche et enseignement supérieur : Recherche

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 34*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Recherche et enseignement supérieur : Enseignement supérieur et vie étudiante

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 35*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Régimes sociaux et de retraite : Pensions

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 36*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Relations avec les collectivités territoriales : Avances aux collectivités territoriales

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 37*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Remboursements et dégrèvements

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 38*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) – Santé

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 39*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Sécurités : Police, gendarmerie, sécurité routière ; Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 4*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales : Politiques de l'agriculture, Pêche et aquaculture ; Développement agricole et rural

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 40*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Sécurités : Sécurité civile

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 41*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Solidarité, insertion et égalité des chances

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 42*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Sport, jeunesse et vie associative

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 43*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Travail et emploi : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 44*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Participations financières de l'État : Participation de la France au désendettement de la Grèce ; Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 45*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - ; Affaires européennes

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 5*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales : Sécurité alimentaire

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 6*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Aide publique au développement : Prêts à des États étrangers

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 7*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 8*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Cohésion des territoires : logement et hébergement d'urgence

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Annexe 9*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Cohésion des territoires : politique des territoires

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Texte comparatif*

[Dossier législatif](#)

[Document PDF](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Texte comparatif

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Tome I*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Rapport général

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Tome II*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Examen de la première partie du projet de loi de finances : Conditions générales de l'équilibre financier

\* *Budget : loi de finances 2019 - N° 1302 Tome III*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255). (M. Joël Giraud) - Examen de la seconde partie du projet de loi de finances : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

\* *Economie : lutte contre la fraude - N° 1294*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude. (Mme Émilie Cariou)

\* *Economie : lutte contre la fraude - N° 1294 Annexe 0*

[Dossier législatif](#)

[Document](#)

Rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude. (Mme Émilie Cariou) - Texte de la commission mixte paritaire

**Sénat :**

\* Rapport sur le projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français (mis en ligne le 31 octobre 2018) :

<http://www.senat.fr/rap/118-096/118-0961.pdf>

\* Rapport d'information : *Qualité de l'air et congestion urbaine : quels outils financiers ? Les enseignements des expériences de Londres et de Stockholm* (mis en ligne le 17 octobre 2018) :

<http://www.senat.fr/notice-rapport/2018/r18-056-notice.html>

\* Rapport d'information : *Aides à la pierre : du retrait de l'État à la décentralisation ?* (mis en ligne le 3 octobre 2018) : <http://www.senat.fr/notice-rapport/2018/r18-003-notice.html>

\* Rapport d'information : *Les ambitions de l'Union européenne et de la France pour le prochain cadre financier pluriannuel* (mis en ligne le 17 octobre 2018) : <http://www.senat.fr/notice-rapport/2017/r17-651-notice.html>

\* Rapport sur le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (mis en ligne le 5 octobre 2018) : <http://www.senat.fr/rap/118-011-1/118-011-11.pdf>

#### ► **Parlement européen** (rapports mis en ligne en octobre)

\* Rapport sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (UE) 2015/1588 du Conseil du 13 juillet 2015 sur l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'aides d'État horizontales (mis en ligne le 11 octobre 2018) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A8-2018-0315+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

\* Rapport relatif à la position du Conseil sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2019 (mis en ligne le 10 octobre 2018) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A8-2018-0313+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

\* Rapport sur la protection des intérêts financiers de l'Union – recouvrement d'espèces et d'actifs auprès de pays tiers en cas de fraude (mis en ligne le 2 octobre 2018) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A8-2018-0298+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

\* Deuxième rapport concernant la décharge sur l'exécution du budget du Bureau européen d'appui en matière d'asile pour l'exercice 2016 (2017/2177(DEC)), du 2 octobre 2018 :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A8-2018-0299+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

\* Deuxième rapport concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2016, section II - Conseil européen et Conseil (2017/2138(DEC)), du 2 octobre 2018 :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A8-2018-0300+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** au mois d'octobre 2018 (cette rubrique sera mensuelle, s'il y a lieu de signaler une mise en ligne) :

\* Article introuvable de P. Llau "Réforme fiscale et choix économiques" in RFFP n°1-1983 (mis en ligne le 30 octobre 2018) :

[http://fondafip.org/c\\_43\\_263\\_Fiche\\_2386\\_0\\_Article\\_introuvable\\_de\\_P\\_Llau\\_Reforme\\_fiscale\\_et\\_choix\\_economiques\\_in\\_RFFP\\_n\\_1\\_1983.html](http://fondafip.org/c_43_263_Fiche_2386_0_Article_introuvable_de_P_Llau_Reforme_fiscale_et_choix_economiques_in_RFFP_n_1_1983.html)

\* Editorial introuvable de Michel Bouvier in RFFP n° 60 sur le thème "Transfiguration ou réforme du système financier public" (mis en ligne le 22 octobre 2018) :

[http://fondafip.org/c\\_43\\_263\\_Fiche\\_2385\\_1\\_Article\\_introuvable\\_de\\_Michel\\_Bouvier\\_Editorial\\_Transfiguration\\_ou\\_reforme\\_du\\_sytseme\\_financier\\_public\\_in\\_RFFP\\_n\\_60\\_1997.html](http://fondafip.org/c_43_263_Fiche_2385_1_Article_introuvable_de_Michel_Bouvier_Editorial_Transfiguration_ou_reforme_du_sytseme_financier_public_in_RFFP_n_60_1997.html)

\* Article introuvable de Guy Gest "La doctrine administrative en droit fiscale" in RFFP n° 75-2001 (mis en ligne le 21 octobre 2018) :

[http://www.fondafip.org/c\\_43\\_263\\_Fiche\\_2384\\_0\\_Article\\_introuvable\\_de\\_Guy\\_Gest\\_La\\_doctrine\\_administrative\\_en\\_droit\\_fiscale\\_in\\_RFFP\\_n\\_75\\_2001.html](http://www.fondafip.org/c_43_263_Fiche_2384_0_Article_introuvable_de_Guy_Gest_La_doctrine_administrative_en_droit_fiscale_in_RFFP_n_75_2001.html)

► Ouvrages intéressant les finances publiques mis en ligne sur **Gallica** (ou via Gallica) au mois d'octobre 2018 (cette rubrique sera mensuelle, s'il y a lieu de signaler une mise en ligne) :

\* Le 17 octobre 2018 la Bibliothèque de l'université Clermont Auvergne a mis en ligne 11 factums des années 1760 et 1770 relatifs à la collecte de l'impôt :

<https://gallica.bnf.fr/services/engine/search/sru?operation=searchRetrieve&version=1.2&startRecord=0&maximumRecords=15&page=1&collapsing=true&exactSearch=false&query=dc.subject%20all%20%22imp%C3%B4t%22%20and%20%28indexationdate%3E%3D%222018%2F10%2F01%22%29&filter=provenance%20all%20%22clermont-univ%22>

\* BOYER Rémy, *Les Impôts coloniaux. Condition juridique et régime fiscal des sociétés coloniales*, Paris, Larose, 1930, 371 p. (mis en ligne le 1<sup>er</sup> octobre 2018) :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k9930063?rk=21459;2>

► Divers :

Banque de France : *Rue de la Banque*, n° 70, octobre 2018 :

<https://publications.banque-france.fr/toutes-les-entreprises-tirent-elles-les-memes-benefices-du-commerce-de-biens-intermediaires>

AFT : *Bulletin Mensuel*, n° 341, octobre 2018 :

[https://aft.gouv.fr/files/medias-aft/7\\_Publications/7.2\\_BM/BM\\_2018/Bulletin%20mensuel%20n%20341%20-%20Octobre%202018%20.pdf](https://aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/BM_2018/Bulletin%20mensuel%20n%20341%20-%20Octobre%202018%20.pdf)

\* Comité de l'abus de droit

- avis rendus au cours de la séance du 28 juin 2018, *Dr. fiscal*, 2018, comm. 430

- avis rendus au cours de la séance du 14 juin 2018, *Dr. fiscal*, 2018, comm. 416

#### Publication de la SFFP

**Le Billet bibliographique est un supplément mensuel de *La Lettre* de la SFFP**

**ISSN : 2608-5690**

Pour tout contact : [sffpmail@gmail.com](mailto:sffpmail@gmail.com)



@SFFP2017



**N'hésitez pas à rejoindre la SFFP.**



Société Française de  
Finances Publiques

**Adhésion individuelle à la SFFP**  
**Année 2018**

Bulletin d'adhésion à retourner à l'adresse suivante :

Société Française de Finances Publiques (SFFP)  
Université Savoie Mont Blanc  
Faculté de droit  
Boîte Postale 1104  
73011 CHAMBERY CEDEX

accompagné d'un chèque (bancaire/postal) de **30 euros (15 euros pour les étudiants et doctorants sur justification de leur situation : photocopie de la carte étudiant)** à l'ordre de la SFFP et représentant la cotisation pour l'**année 2018**.

Indiquez vos coordonnées :

**Nom :**

**Prénom :**

**Adresse personnelle :**

**Code postal / Ville :**

**Téléphone :**

**E-mail :**

**Fonctions :**

**Établissement (*Université, administration, entreprise*) :**